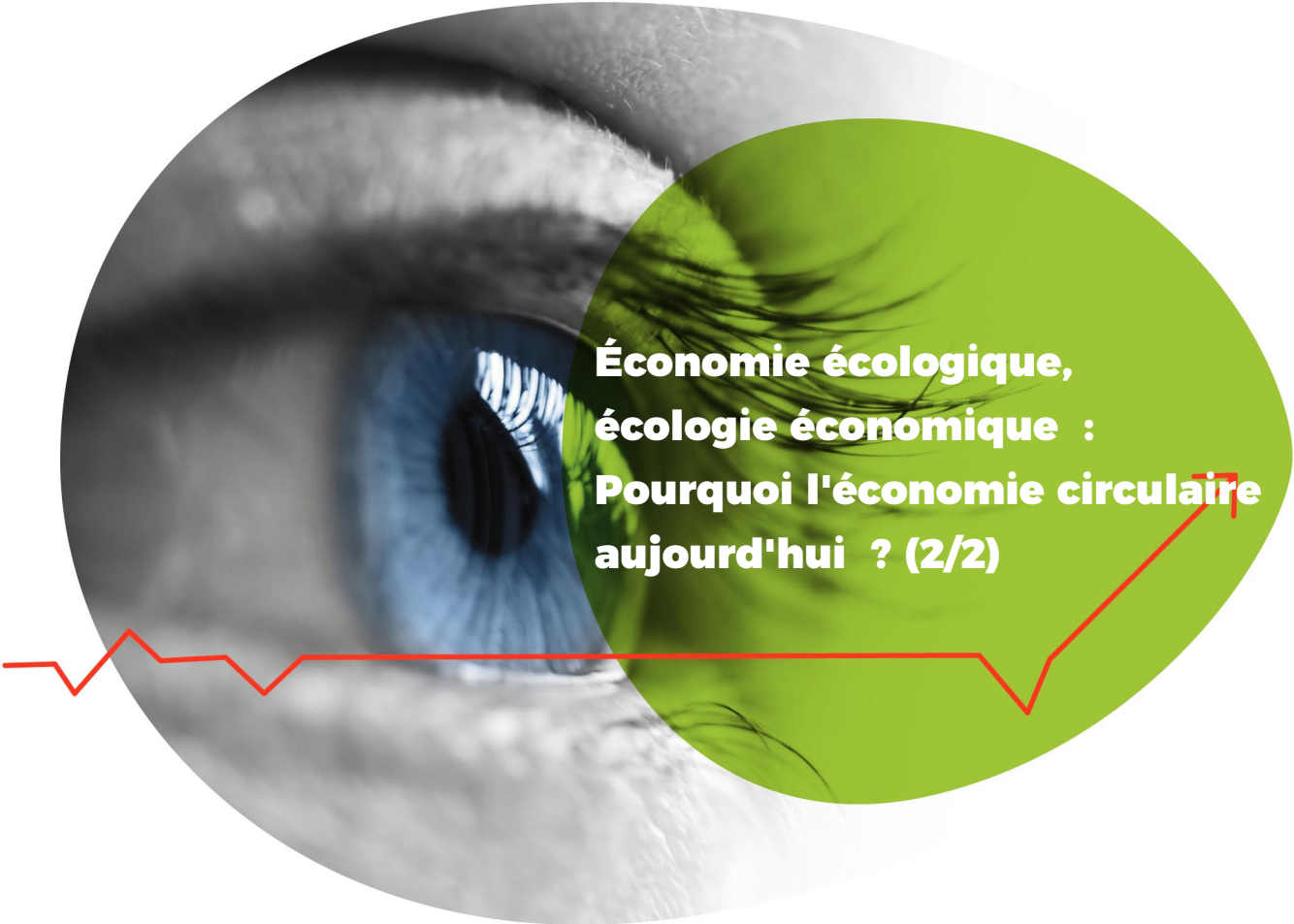


Analyse



**Économie écologique,
écologie économique :
Pourquoi l'économie circulaire
aujourd'hui ? (2/2)**

Réseau

Financité

Ensemble, changeons la finance



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Économie écologique, écologie économique : Pourquoi l'économie circulaire aujourd'hui ? (2/2)

L'économie circulaire, on pourrait dire que c'est une économie qui intègre dans son modèle le fait que toutes les ressources sont rares et coûteuses (et non pas disponibles à l'infini et bon marché). De telles conditions appellent une révision des modèles de production, de consommation et de revalorisation afin de les rendre de plus en plus sobres et efficaces jusqu'à réduire autant que possible les déchets contenant des ressources non renouvelables.

En quelques mots :

- En quoi l'économie circulaire diffère-t-elle du modèle actuel ?
- Pourquoi ce concept prend-il son envol aujourd'hui ?
- Quels enjeux pour la Belgique ?

Mots clés liés à cette analyse : économie, écologie, développement durable.

1 Introduction

Le modèle de production dominant, tel que nous le connaissons aujourd'hui, est basé sur la maximisation des profits susceptibles d'être générés. Dans cette optique, le management d'entreprise cherche de manière systématique à réduire les coûts à tous les niveaux, que ce soit pour l'approvisionnement en matières, le personnel, l'infrastructure, ou l'élimination des déchets – quand de tels coûts existent. Vue sous cet angle, la sobriété est donc, depuis longtemps, une source de bénéfice. Ceci posé, le fil rouge du système productif est toutefois plutôt linéaire. Il repose très largement encore sur la chaîne productive suivante : « extraire -> consommer -> jeter ».

Dans ce sens, l'économie circulaire¹ transforme non pas tant le principe économique de maximisation du profit (qu'il envisage certes à long terme, en prenant en compte des coûts liés à la pollution et aux traitements des déchets) que la forme de la chaîne de production. Le principe de la chasse aux déchets – puisque le déchet de l'un devient la matière première de l'autre –, l'étape « jeter » disparaît quasi totalement. L'économie circulaire pousse dans ses retranchements ultimes les principes d'efficacité, au-delà de ce que requiert la rentabilité économique de l'entreprise traditionnelle. Que ce soit dans l'usage des matières premières et de l'énergie, dans la réduction des déchets qui doivent devenir une source de valeur pour d'autres usages ou que ce soit par la limitation de l'impact final sur l'environnement, l'économie circulaire est une source importante d'innovation et de recherche qui servent toutes deux, *in fine*, la performance des entreprises.

Sans cette révolution circulaire, la Terre court à l'épuisement. Ce qui menace le système industriel tout entier. En intégrant les externalités environnementales, l'économie se réinventerait-elle pour assurer sa survie à long terme ?

2 Presque pareil, et pourtant si différent

Ce que l'économie circulaire nous rappelle avec une insistance inédite, c'est que les ressources

¹ Nous renvoyons le lecteur à la première analyse consacrée à ce thème ; « Économie écologique, écologie économique (1/2) : les différentes dimensions de l'économie circulaire et des exemples », disponible sur www.financite.be

naturelles sont rares et qu'une partie d'entre elles ne sont d'ailleurs pas renouvelables. Mais elle ajoute un élément qui fait toute la différence avec le modèle industriel dominant : jusqu'ici, l'objectif des entreprises était d'acquérir les matières premières au moindre coût, par tous les moyens possibles. Par la force (une sorte de vol ?) par exemple, comme ce fut le cas au temps des colonies, ou dans le cadre de négociations commerciales où les forces en présence sont tellement inégales que les termes des échanges sont très déséquilibrés en faveur d'une des parties. Inutile de dire que, dans ce genre de conditions, les externalités ne sont pas le moins du monde prises en compte. Du moins, pas tant qu'elles ne rejaillissent pas directement sur l'entreprise, à travers les coûts de réhabilitation de sites industriels abandonnés, les coûts liés à des pollutions particulières, ou encore, à travers les risques d'atteinte à l'image de l'entreprise dans l'opinion publique.

En forçant un rien le trait, dans le modèle actuel, si l'accès à une ressource naturelle peut être obtenu gratuitement, l'entreprise n'a pas à se soucier d'une utilisation parcimonieuse, sous prétexte qu'elle est épuisable à long terme, ou que son exploitation est une source importante de pollution, ou que les déchets qu'elle génère ne sont pas biodégradables, tant que ces derniers ne sont pas une source de frais pour l'entreprise.

Si on considère, demain, que les terrains industriels doivent pouvoir être affectés à d'autres usages et qu'ils ne doivent dès lors pas être contaminés par divers polluants et déchets, cela modifiera les pratiques. Le traitement des polluants et déchets, leurs réutilisations ou réaffectations par d'autres entreprises deviennent autant d'options à développer qui pourraient s'avérer bien moins coûteuses, *in fine*, que la décontamination.

3 Pourquoi aujourd'hui ?

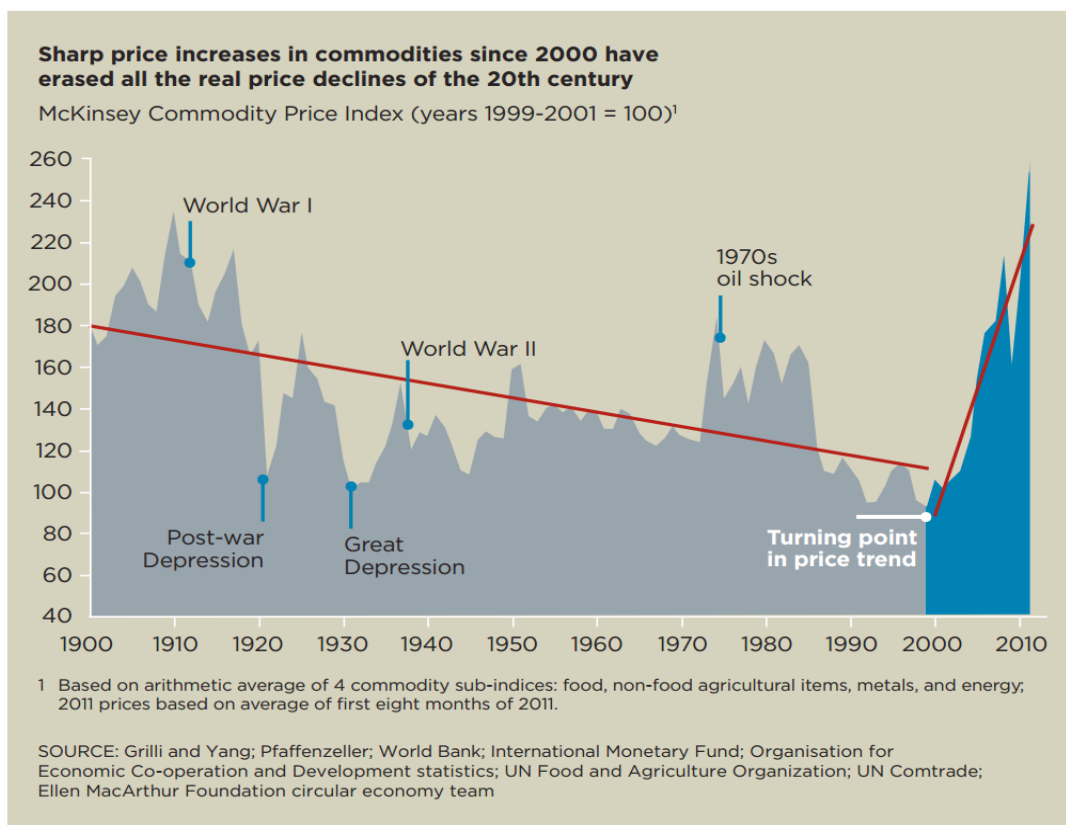
C'est au tournant du deuxième millénaire qu'ont été identifiés deux éléments « déclencheurs » de cette nouvelle démarche d'économie circulaire.

3.1 Le renchérissement des produits de base

Comme le montre le graphique² ci-après, les sous-indices des prix réels³ des 4 marchandises primordiales (alimentation, production agricole non alimentaire, métaux et énergie) ont subi une diminution régulière au cours du siècle dernier (1900-2000). Ce n'est que depuis l'an 2000 que cette tendance baissière s'est interrompue pour laisser place à une augmentation spectaculaire entre 2000 et 2010.

2 *Towards the circular economy – Economic and business rationale for an accelerated transition. Executive summary*, Ellen Macarthur Foundatin, 2013.

3 L'évolution du prix réel est calculée en neutralisant l'impact de l'inflation. Quand le prix réel diminue, cela signifie que l'évolution renforce le pouvoir d'achat du client. Les choses changent donc à partir de 2000, puisque l'évolution des prix réels érode le pouvoir d'achat des pays importateurs.



+

Graphique 1 - La forte augmentation des prix réels des marchandises depuis 2000 a effacé l'érosion qu'ils ont subie pendant le XX^e siècle

Cette croissance brutale des prix réels des marchandises⁴ confronte à présent les entreprises à des risques bien plus aigus qu'auparavant. Ces risques portent, d'une part, sur des changements rapides et importants dans les prix des marchandises indispensables à leurs activités, et, d'autre part, sur la solidité des chaînes d'approvisionnement – afin d'éviter toute rupture dans celles-ci.

Ces deux risques conjugués sont d'autant moins près de disparaître que la croissance et l'urbanisation de la population mondiale se maintiennent. Car les villes sont de gros consommateurs de ressources à importer d'autres régions. Si on ajoute à cela la hausse, toujours possible, des coûts d'extraction des matières premières, l'accès à ces dernières pourrait devenir difficile. La concurrence de la demande croissante d'économies émergentes face à celle, plus ancienne, de l'Europe, le fait que l'Europe en particulier soit elle-même très dépendante de l'importation de marchandises de base⁵ sont autant d'éléments qui, pris en compte par l'entreprise, l'invitent à développer des stratégies efficaces de réduction des risques.

4 Depuis 2010, la hausse décrite n'est pas uniforme. Toutefois, il semble que la variabilité soit bien toujours une réalité et que les tensions sur les marchés maintiennent élevé le risque de croissance des prix, car la demande semble rester forte face à l'offre. Information complémentaire disponible sur le site de la Banque mondiale : <https://blogs.worldbank.org/opendata/fr/graphique-un-nouveau-rapport-prevoit-une-hausse-des-prix-des-matieres-premieres-en-2017>.

5 L'Europe produit par exemple 3 % des métaux au niveau mondial, mais en consomme 20 % (« Matières premières : la Commission européenne prend le train en marche », Morgane Lapeyre, EURACTIV.fr, disponible sur : <http://www.euractiv.fr/section/energie/linksdossier/matieres-premieres-la-commission-europeenne-prend-le-train-en-marche/>).

3.2 Difficulté de garantir les chaînes d'approvisionnement

L'Europe est un continent pauvre en ressources rares. Garantir l'approvisionnement continu de ses entreprises en matières premières devient donc de plus en plus stratégique.

C'est pourquoi elle élabore une stratégie structurée depuis 2008⁶, date à laquelle elle a lancé l'initiative « matières premières » ayant pour but « d'assurer un accès durable et à des coûts raisonnables, aux ressources non énergétiques et non agricoles ».

La réponse politique, soutenue par la Commission européenne, est la construction d'une stratégie intégrée dont les trois principaux piliers seraient :

1. garantir l'accès aux matières premières sur les marchés internationaux aux mêmes conditions que les autres concurrents industriels ;
2. déterminer, au sein de l'UE, des conditions-cadres propres à favoriser un approvisionnement durable en matières premières auprès de sources européennes ;
3. **dynamiser l'efficacité globale des ressources et promouvoir le recyclage afin de réduire la consommation de matières premières primaires de l'UE et de réduire la dépendance relative vis-à-vis des importations.**

En outre, la Commission recommande qu'une stratégie européenne intégrée définitive, à titre prioritaire, les matières premières critiques pour l'UE. À cet égard, la Commission propose d'établir, en coopération étroite avec les États membres et les parties prenantes, une liste commune de matières premières critiques. Une première évaluation donne à penser que l'UE est très vulnérable par rapport à certaines matières premières.

3.3 Des motivations économiques avant tout ?

Voilà pour ce qui est des raisons principales de l'émergence de cette volonté d'efficacité dans l'utilisation des ressources et dans la chasse aux déchets, basée sur le principe qu'il faut idéalement que les « déchets » d'une industrie puissent être revalorisés par une autre, jusqu'à ce que le « dernier » résidu issu de la dernière utilisation par une entreprise soit, de préférence, biodégradable ou susceptible d'être dégradé sous forme d'énergie, elle aussi récupérée.

L'enjeu écologique, dans cette approche, n'est donc pas ce qui motive la mise en place de pratiques « circulaires » par les entreprises. Mais la protection de l'environnement et des ressources rares n'en sont pas moins les potentiels grands bénéficiaires. Le fait qu'une pratique écologique devienne un élément de stabilité, de sécurité et de réduction des coûts de la production industrielle bouscule *a priori* selon lequel l'écologie ne favoriserait pas les profits.

4 La Belgique est-elle concernée ?

La Belgique est-elle concernée ? Posée comme telle, la question est avant tout rhétorique. Depuis des années, avec le soutien ou à l'instigation de l'Union européenne⁷, la Belgique prend de plus en plus en main les questions environnementales. Collectes et traitement des déchets, fermeture des décharges à ciel ouvert, égouttage et épuration des eaux... : autant d'actions prioritairement mises

6 Initiative « matières premières » — répondre à nos besoins fondamentaux pour assurer la croissance et créer des emplois en Europe {SEC (2008) 2741}, disponible sur : [http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52008DC0699R\(01\)&from=FR](http://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52008DC0699R(01)&from=FR)

7 2030 Energy Strategy – disponible sur : <https://ec.europa.eu/energy/en/topics/energy-strategy-and-energy-union/2030-energy-strategy>

en œuvre sur notre territoire.

En tant que telle, l'économie circulaire est devenue, ces dernières années, un enjeu de politique publique tant au niveau fédéral qu'au niveau des régions. Il en sera question plus en détail dans la seconde analyse consacrée à ce sujet.

Mais, comme on a pu s'en rendre compte, l'économie circulaire englobe bien d'autres dimensions, telles que les logiques industrielles intégrées (« ton déchet sera ma matière première »), la réduction de la dépendance aux importations de matières premières et d'énergie, l'écoconception des produits afin de réduire la part des ressources non renouvelables qu'ils comportent, la facilitation de la réparation, du emploi ou du reconditionnement.

Les enjeux que rencontre la Belgique sont bien réels, elle est en effet très dépendante de l'étranger pour ses besoins en pétrole, gaz naturel et charbon, notamment. Par ailleurs, notre pays dépend significativement, pour ces trois sources, des importations en provenance de la Russie, qui est son 10e fournisseur en importance⁸. Les trois postes clés des importations en provenance de Russie sont les pierres et métaux précieux, les produits minéraux, et la chimie. Gagner en indépendance, réduire les risques de coupures des lignes d'approvisionnement de pays avec lesquels des tensions diplomatiques sont réelles, voilà bien des objectifs qui présentent l'intérêt de développer des alternatives durables.

5 Conclusion intermédiaire

Après cette première analyse, nous espérons avoir suscité en vous suffisamment d'intérêt et de curiosité pour vous donner envie de lire la seconde consacrée également à ce sujet. Vous y trouverez en effet un descriptif bien plus poussé des diverses dimensions de l'économie circulaire, ainsi que des exemples industriels de leur mise en pratique. Ces informations complémentaires devraient vous offrir une première base de compréhension, de réflexion et d'inspiration. Car l'économie circulaire, si elle n'est pas encore réalisée, est bien une piste enthousiasmante pour notre futur. Les diverses actions qu'elles préconisent constituent autant d'opportunités, données à chacun, de passer à l'action.

Olivier Jérusalmy
Septembre 2017

⁸ Belgian Foreign Trade Agency : disponible sur : http://www.abh-ace.be/sites/default/files/Bilateral_trade_sheets/September_16/russia.pdf

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des trois thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société :

Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu :

Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires classiques, l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité :

Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.